

KEALEY, Gregory S. et Greg PATMORE, *Canadian and Australian Labour History. Towards a Comparative Perspective*. St John's and Sydney, Canadian Committee on Canadian Labour History and Australian Society for the Study of Labour History, 1990. 141 p.

SWERDLOW, Max, *Brother Max: Labour Organizer and Educator*. St. John's, Canadian Committee on Canadian Labour History, 1990. 129 p.

Jacques Rouillard

Volume 45, Number 1, Summer 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304953ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304953ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Rouillard, J. (1991). Review of [KEALEY, Gregory S. et Greg PATMORE, *Canadian and Australian Labour History. Towards a Comparative Perspective*. St John's and Sydney, Canadian Committee on Canadian Labour History and Australian Society for the Study of Labour History, 1990. 141 p. / SWERDLOW, Max, *Brother Max: Labour Organizer and Educator*. St. John's, Canadian Committee on Canadian Labour History, 1990. 129 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 45(1), 119–121. <https://doi.org/10.7202/304953ar>

KEALEY, Gregory S. et Greg PATMORE, *Canadian and Australian Labour History. Towards a Comparative Perspective*. St.John's and Sydney, Canadian Committee on Canadian Labour History and Australian Society for the Study of Labour History, 1990. 141 p.

SWERDLOW, Max, *Brother Max: Labour Organizer and Educator*. St.John's, Canadian Committee on Canadian Labour History, 1990. 129 p.

Ces deux volumes sont publiés par le Comité d'histoire ouvrière canadienne, organisme créé en 1971 pour favoriser le développement de la recherche en histoire des travailleurs et travailleuses. Outre l'activité de publication, le comité est responsable de la revue *Labour/Le travail*, favorise la présentation de communications en histoire ouvrière aux congrès des sociétés savantes et organise des colloques internationaux entre historiens du monde du travail. Une première rencontre avec des historiens du Pays de Galles a donné lieu à la publication des actes du colloque en 1989. Le recueil mentionné plus haut est le fruit du deuxième colloque, tenu cette fois à Sydney en 1988, auquel participaient des historiens australiens.

On y retrouve six communications dont les auteurs sont répartis en nombre égal entre Canadiens et Australiens. Robert Gollan et Greg Kealey dressent d'abord un rapide survol du développement de l'historiographie du mouvement ouvrier dans chaque pays. Malgré ce que le titre laisse croire, le tableau de Kealey rend compte cependant uniquement des historiens canadiens-anglais. Dans leurs principales tendances, les deux historiographies ont suivi le même cheminement. Avant les années 1960 et 1970, l'histoire ouvrière était principalement le fait d'amateurs d'histoire, surtout des gens de gauche; sauf exception, les universitaires qui en traitaient l'abordaient

indirectement, par l'intermédiaire de l'histoire économique, politique, ou comme partie de préoccupations sociales. Avec le développement des départements d'histoire et la tendance à la spécialisation dans cette discipline, l'histoire ouvrière s'est taillé une place autonome au cours des trois dernières décennies, un peu plus tôt en Australie cependant où on formait dès 1960 une association d'historiens du travail, qui publiait d'ailleurs une revue spécialisée l'année suivante. Dans les deux pays, l'influence des historiens anglais, notamment Thompson et Hobsbawm, s'est fait sentir dans la manière de traiter l'histoire ouvrière, bien appuyée sur une recherche neuve avec comme objectif de retrouver l'essence de la culture ouvrière.

Sauf un, les textes du recueil, ne se situent toutefois pas dans le sillage de cette «nouvelle histoire» puisqu'ils traitent de questions de relations de travail. Richard Mitchell trace une intéressante comparaison entre les lois canadiennes et australiennes de conciliation et d'arbitrage des conflits de travail de 1870 à 1910. Quoique les deux pays évoluent, avec l'assentiment des syndicats, vers l'adoption de lois d'arbitrage obligatoire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le gouvernement canadien s'y montre moins favorable par la suite, limitant son intervention au seul secteur des services publics, en raison du manque d'appui politique et des fortes réserves de la part du mouvement syndical, qui craint l'interventionnisme étatique. Toujours dans une perspective comparative et à peu près pour la même période, Greg Patmore analyse les rapports collectifs de travail dans le transport ferroviaire, secteur à forte intensité de syndicalisation. La présence étatique plus marquée et le peu de compétition entre les compagnies de chemins de fer en Australie (New South Wales) se traduit par un souci de l'employeur de s'assurer la fidélité de ses employés grâce à des mesures paternalistes. Du côté canadien, les relations de travail sont plus tendues à cause de la compétition américaine et de la mobilité plus grande de la main-d'œuvre.

Dans un autre essai, Judy Fudge se penche sur un sujet de première importance en histoire du syndicalisme, l'arrêté en conseil CP 1003 adopté en 1944 par le gouvernement canadien pour régir les relations de travail dans les industries de guerre. Inspiré d'une loi américaine votée en 1935 (loi Wagner), il représente, à notre avis, la conquête syndicale la plus significative depuis la reconnaissance du droit d'association et de grève en 1872. Les provinces adopteront par la suite des lois similaires, dont les principes gouvernent encore de nos jours les relations de travail. Pour être bref, disons que l'État oblige les employeurs à négocier «de bonne foi» avec les représentants de leurs employés lorsque ces derniers décident majoritairement d'être régis par une convention collective de travail. L'interprétation à donner à cette mesure divise les historiens: certains y voient un gain majeur, d'autres estiment qu'elle restreint le pouvoir syndical. L'auteur appartient plutôt à cette deuxième école, considérant que l'institutionnalisation des relations de travail visait à maintenir le pouvoir patronal et à s'assurer qu'il soit plus difficile à défier dans l'avenir. Ce n'est pas notre lecture des événements: nous pensons, comme l'Association des manufacturiers du Canada à l'époque, que cet encadrement législatif a redressé le rapport de force en faveur des travailleurs et a favorisé grandement la croissance de la syndicalisation.

Enfin, un dernier texte de la plume de Bettina Bradbury explore la stratégie des familles montréalaises à l'égard du travail des filles et des garçons à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle élabore l'idée, présentée dans ses travaux antérieurs, que le revenu familial détermine le nombre de jeunes sur le marché du travail; elle pousse plus avant les résultats de ses recherches en faisant valoir l'apport essentiel des filles au travail domestique.

L'ouvrage de Max Swerdlow, qui constitue en fait ses mémoires, représente une source précieuse d'informations sur le syndicalisme québécois. Fils d'immigrant juif et marqué par la crise des années 1930, il s'est occupé d'organisation syndicale dans l'industrie du vêtement à Montréal, puis dans les usines de guerre sous la direction de Bob Haddow. En 1942, il devient le premier organisateur à temps complet du Congrès des métiers et du travail du Canada au Québec, s'employant à mettre sur pied des «unions fédérales» un peu partout dans la province, notamment à la Regent Knitting Mill de Saint-Jérôme et à la Gaspé Copper Mine de Murdochville. En 1952, il est promu au rang de directeur du service d'organisation et d'éducation du CMTC, puis chargé du service d'éducation du Congrès du travail du Canada à sa fondation en 1956. C'est à ce titre qu'il fonda le Collège du travail en 1963. Sous l'égide de l'Organisation internationale du travail, il s'efforça depuis 1966 jusqu'à sa retraite en 1975, de mettre sur pied des services d'éducation dans certains pays des Antilles et en Asie. Pour l'historien du syndicalisme, son témoignage est particulièrement éclairant sur le climat des relations de travail à Montréal pendant les années 1930, 1940 et 1950.

*Département d'histoire  
Université de Montréal*

JACQUES ROUILLARD